



**République bolivarienne du Venezuela
Mission permanente auprès des Nations Unies**

**Allocution de l'ambassadeur Samuel Moncada
Représentant permanent auprès des Nations Unies**

“La situation au Venezuela”

Briefing au Conseil de sécurité des Nations Unies

New York, le 10 avril 2019

Monsieur le Président,

1. Le (Vice Président des Etats Unis) Mike Pence, induit les Nations Unies en erreur. Hier, l'Organisation des États américains (OEA) n'a pas accepté la désignation d'un nouveau représentant de la République bolivarienne du Venezuela. Hier, ils ont accepté la désignation d'un représentant de l'Assemblée nationale, mais on ne sait pas exactement ce que cette personne peut faire, car l'OEA est une organisation d'États, représentée par le gouvernement national et non par les assemblées nationales. Cette absurdité juridique découle du désir du gouvernement de M. Pence d'organiser un coup d'État à l'OEA et un autre au Venezuela. Nous avons donc suggéré que toutes les parties soient informées de ce qui a été adopté hier à Washington. Nous avertissons que le gouvernement de M. Pence tentera le même stratagème ici, au sein de l'Assemblée générale, et nous espérons que cela échouera.

Monsieur le Président,

2. La situation humanitaire au Venezuela doit être résolue, mais si nous nous trompons dans le diagnostic, nous ferons également erreur dans le traitement. La situation, comme cela a été affirmé ici, est le résultat d'actions humaines. Mais ce qui n'a pas été dit, c'est que ces actions font partie d'un plan de destruction économique conçu par le gouvernement des États-Unis et son allié, le Royaume-Uni, dans le but d'étrangler l'économie nationale, de causer un maximum de souffrances sociales, de miner les capacités de notre nation à se maintenir et, finalement, à provoquer une implosion qui permettra une intervention militaire étrangère basée sur la notion néfaste de la responsabilité de protéger, qui a servi d'excuse pour les invasions coloniales de pays pétroliers.

3. Il s'agit d'une gigantesque expérience inhumaine de guerre non conventionnelle. Une politique de cruauté calculée qui viole les droits de l'homme à grande échelle, allant jusqu'à commettre des crimes contre l'humanité, le tout dans le but de justifier les pillages et les pillages, d'imposer un gouvernement local subordonné et, dans notre cas, d'utiliser une idéologie raciste qui: est apparu il y a plus de 200 ans, à l'époque où les États-Unis étaient une nation à la propriété d'esclaves, qu'ils promeuvent aujourd'hui en violation du droit international. Nous nous référons à la tristement célèbre doctrine de Monroe. Écoutez leurs propres mots.

a. Le 9 janvier 2018, des porte-parole du département d'État ont déclaré: «**La campagne de pression fonctionne ... Et ce que nous constatons ... est un effondrement économique total au Venezuela. Donc, notre politique fonctionne, notre stratégie fonctionne et nous allons la garder.** »

b. Le 12 octobre 2018, William Brownfield, ambassadeur, a déclaré: «**Nous devons traiter cela comme une agonie, une tragédie qui se poursuivra jusqu'à la fin définitive (...) et si nous pouvons le faire de manière à l'accélérer, nous devons le faire. mais nous devons le faire en comprenant que cela va avoir un impact sur des millions de personnes qui ont déjà des difficultés à trouver de la nourriture et des médicaments (...) Nous ne pouvons pas faire cela et prétendre que cela n'aura pas d'impact, nous avons cela pour faire une décision difficile, la fin souhaitée justifie ce châtimeur sévère** ».

c. Le 7 mars 2019, le sénateur Marco Rubio a déclaré: «**Au cours des prochaines semaines, le Venezuela va entrer dans une période de souffrance qu'aucun pays de notre hémisphère n'a jamais connu dans l'histoire moderne**».

d. Le 22 mars 2019, John Bolton a déclaré: «**C'est un peu comme dans Star Wars lorsque Dark Vador contracte la gorge de quelqu'un, c'est ce que nous faisons économiquement pour le régime.**»

4. Il s'agit d'une destruction économique délibérée; c'est l'application systématique de l'agression par le recours à des instruments financiers, des pressions indues et le recours à des positions dominantes sur le marché pour influencer le secteur bancaire, les entreprises privées et les autres pays qui négocient légalement avec le Venezuela, y compris même des agences américaines. Le tout dans le but d'isoler le pays des systèmes de commerce et de financement internationaux. S'il était vrai que le gouvernement vénézuélien tue sa population, pourquoi aurait-il besoin d'une vague d'extorsion massive pour accroître la souffrance? L'intérêt d'une implosion sociale n'est pas le nôtre; c'est de ceux qui veulent nous envahir.

5. C'est un plan dans lequel les banques, les agences d'assurance et les navires sont utilisés avec un pouvoir de destruction comparable aux armes de destruction massive, mais sans que les responsables soient traduits en justice et sans subir les sanctions morales qu'ils méritent. Le 30 janvier 2019, John Bolton a déclaré: «Mon conseil est que vous conseilliez aux acheteurs, courtiers, négociants, facilitateurs et autres entreprises: ne traitez pas d'or, de pétrole ou d'autres produits vénézuéliens», tandis que le 29 mars 2019, Elliott Abrams a déclaré: « **Nous imposons nos sanctions. Que fait le régime? Le gouvernement tente de trouver d'autres moyens de les contourner. Il essaie de trouver de nouveaux clients. Il essaie de trouver de nouvelles sources d'importations. Alors que faisons-nous? Nous surveillons attentivement et nous pouvons voir les navires bouger et de nouveaux contrats avec de nouvelles sociétés. Lorsque nous le faisons, nous parlons aux expéditeurs ou aux raffineurs ou nous parlons aux gouvernements et nous disons que vous ne devriez pas le faire. C'est ce que nous entendons.**

6. Un aspect répugnant de cette politique criminelle de destruction massive est qu'elle s'accompagne de vols et de pillages qui ont coûté plus de 137 milliards de dollars à notre pays. Tout en privant notre peuple de biens de première nécessité, provoquant une souffrance maximale, ils privent le peuple vénézuélien de plus de cent milliards de dollars. Les bénéfices de nos raffineries sont utilisés pour payer des dettes à des compagnies pétrolières respectueuses de l'administration Trump. Ses amis avec les obligations souveraines vénézuéliennes reçoivent des licences spéciales pour collecter leurs bénéfices sur l'argent volé à notre peuple. Ils ont annoncé un plan visant à endetter le pays de 70 milliards de dollars et à utiliser cet argent pour payer des dettes non certifiées dans le cadre de transactions financières suspectes. Nous ne pouvons pas oublier que la Banque d'Angleterre, qui a volé 1,2 milliard de dollars à notre peuple sous prétexte de ne pas reconnaître le président Nicolás Maduro et de respecter les sanctions imposées par Trump. La Banque d'Angleterre n'est pas une institution indépendante, comme l'affirme son gouvernement; il agit plutôt comme le bras de contrôle des politiques de conquête et de pillage des gouvernements de Trump et de Theresa May. C'est la même politique coloniale de l'Empire britannique d'il y a plus de 200 ans.

Monsieur le Président,

7. C'est la véritable cause de la situation vénézuélienne; il n'y en a pas d'autre. Certes, notre peuple souffre et notre gouvernement, ainsi que le Secrétaire général peut le certifier, collabore étroitement avec le système des Nations Unies pour augmenter le nombre de projets de coopération ainsi que le volume et les capacités de ces projets, en particulier dans les domaines de la santé, de l'alimentation, secteurs de l'éducation, de l'électricité et des transports. Il en va de même en ce qui concerne la coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, dont le président a rencontré hier à Caracas notre chef d'État afin de mettre en place un mécanisme direct facilitant une véritable aide neutre, impartiale et indépendante. On peut en dire autant des pays amis qui ont fourni une assistance pacifique et dans le respect de notre souveraineté.

8. Un élément qui ne peut être sous-estimé par ceux qui font la guerre au Venezuela est la force de notre esprit national, qui grandit au milieu de ces difficultés. L'expérience macabre de destruction vise à prouver que le crime économique fonctionne, que les peuples peuvent être brisés et se rendront face à un pouvoir étranger oppressif. Cependant, ils se sont trompés au Venezuela. L'organisation croissante de notre peuple résiste aux souffrances collectives induites. Notre force armée nationale bolivarienne ne s'est pas fracturée et est plus unie que jamais. Nos travailleurs réagissent aux attaques contre notre infrastructure vitale avec une discipline que les agresseurs n'avaient jamais vue. Oui, il y a des problèmes, mais ils ne mènent pas à une guerre civile. Aujourd'hui, notre peuple donne au monde un exemple en matière de lutte pour la paix.

9. Il serait logique de penser que les efforts de notre gouvernement visant à surmonter les difficultés causées par l'agression seraient reconnus et soutenus par la communauté internationale intéressée à alléger les souffrances. Cependant, nous assistons à une nouvelle vague d'extorsion économique qui coupe les flux financiers de notre pays à l'étranger et entrave l'action des agences des Nations Unies, qui n'ont pas trouvé le moyen de recevoir notre argent et de traiter les achats nécessaires les besoins de notre population. Est-ce que tu sais pourquoi? Parce que l'administration Trump mène une campagne terroriste contre les agents commerciaux et financiers qui touchent l'argent vénézuélien. Ce que les États-Unis ont tenté de faire jusqu'à présent n'est pas une aide humanitaire, mais une opération secrète sans le consentement du Venezuela, qui porte atteinte à notre intégrité territoriale, menace constamment le recours à la force et incite ouvertement à un soulèvement militaire et à une guerre civile. C'est la spécialité de M. Abrams.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions des articles 24, 34 et 39 de la Charte, ce conseil de sécurité a la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales et de déterminer l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression. À ce titre, nous lui demandons de déterminer:

- a. Base juridique sur laquelle les États-Unis et le Royaume-Uni appliquent un programme de destruction économique au Venezuela sans l'autorisation expresse de ce Conseil.
- b. Le pouvoir légal d'appliquer les sanctions dites secondaires aux pays qui commercent légalement avec le Venezuela.
- c. La base juridique sur laquelle les États-Unis menacent le Venezuela de recourir à la force.
- d. L'autorité légale sur laquelle les États-Unis et le Royaume-Uni peuvent s'approprier nos richesses, en tirant des profits par extorsion de fonds, en violant massivement les droits de l'homme de notre peuple.
- e. Base juridique sur laquelle les États-Unis peuvent intervenir dans des affaires relevant essentiellement de la juridiction interne du Venezuela.

11. En conclusion, le diagnostic de la situation actuelle est le résultat d'une campagne d'agression menée par les États-Unis et le Royaume-Uni. Le traitement ne peut pas être une nouvelle dose d'interventionnisme agressif avec une façade humanitaire. La solution ne se trouve pas dans les dons de ces criminels qui souhaitent se présenter comme des sauveurs; il ne s'agit pas de canaux d'aide humanitaire destinés à provoquer des conflits armés; ce ne sont pas les conférences de donateurs qui masquent le pillage de notre pays. Le traitement consiste à restituer

l'argent volé au Venezuela; à la fin du blocus commercial et financier de notre peuple; à la fin du sabotage de notre infrastructure par des opérations secrètes; à la fin des menaces d'intervention militaire; et à la fin des menaces contre les Vénézuéliens qui souhaitent engager un dialogue. Nous devons arrêter la guerre de Trump. Ce Conseil de sécurité doit remplir sa mission, garantir au Venezuela son droit à la paix.

Je vous remercie.

DROIT DE RÉPONDRE À L'ADRESSE DE LA DÉLÉGATION DU PÉROU AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DES RÉFUGIÉS ET DES MIGRANTS VENEZUELAIS

1. Même lorsqu'elles sont étonnamment ignorées par les rapports mentionnés dans cette session, y compris ceux rédigés par des agences de l'ONU, les sanctions pénales unilatérales ont également entraîné une augmentation irréfutable du flux migratoire des Vénézuéliens, bien que nous nous distinguions du nombre mentionné. Ici, compte tenu du manque de rigueur des méthodes permettant d'obtenir ces informations, ni de la fourniture ponctuelle et vérifiable de données sur la migration par le pays de destination.
2. Notons heureusement que le Venezuela n'a pas été victime récemment d'une catastrophe naturelle ni d'un conflit armé. La migration que nous voyons aujourd'hui dans la région, qui est encouragée par les déclarations extrémistes et par une guerre psychologique qui instille la terreur quant à la certitude de l'avenir du Venezuela afin d'affaiblir le moral de notre peuple, est de nature économique et le résultat direct d'un plan de destruction programmatique de notre économie.
3. Nous ne pouvons pas permettre qu'un droit de l'homme tel que la liberté de circulation soit sécurisé ou politisé. Sur le pays, ce même Conseil de sécurité s'engagerait dans une politique de double standard en ne convoquant pas rapidement une session sur la crise humanitaire et de sécurité à la frontière, comme l'avait déclaré Trump le 15 mars 2019.